

Audiovisuel public

PAS DE SOIRÉE ÉLECTORALE !

Pas de soirée électorale le dimanche 15 mars, pour le premier tour des élections municipales, sur l'antenne de France 3 Paris Île-de-France. Une absence rarissime, conséquence d'un mouvement social majeur : 100% des journalistes, hors encadrement, étaient en grève ce jour-là.

Lancée par l'intersyndicale SNJ-CFDT-CGT, cette mobilisation s'est construite sur un mot d'ordre : les salarié-es refusent la dégradation continue de leurs conditions de travail !

Après avoir subi d'importantes suppressions de postes, une réduction de l'espace de travail, puis des réformes techniques bâclées, les équipes se sont vues imposer un plateau télé dix fois plus petit que celui utilisé habituellement.

Face à une direction obsédée par les économies, et enfermée dans le déni, les syndicats et les salarié-es ont alors « pris leurs responsabilités pour défendre l'antenne de France 3 Paris Île-de-France ».

Finances publiques

GRÈVE DES AGENTS À ROUBAIX

Le 15 décembre 2025, les agents des Finances publiques de Roubaix ont tiré une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Face à l'épuisement, aux violences verbales et à des effectifs en chute libre, ils se sont mis en grève pour dénoncer une situation devenue intenable. Solidaires Finances Publiques était présent à leurs côtés, comme toujours, pour les accompagner et les soutenir.

A Roubaix, 24 agents ont disparu des effectifs en cinq ans, 11 postes ont été supprimés depuis 2020 et 12 restent vacants. Dans ce centre où affluent chaque matin jusqu'à 250 usagers, les agents doivent expliquer, reformuler, accompagner des publics souvent en difficulté, tout en absorbant insultes, menaces et propos racistes. Beaucoup craquent. Certains pleurent en rentrant chez eux. Rien de tout cela n'est normal. La Direction laisse les effectifs s'effondrer, fragilisant un service public pourtant indispensable. Les conditions de travail se dégradent, le turnover explose, les agents expérimentés partent, épuisés. Les choix de la Direction sont inadmissibles et mettent en danger la santé des personnels comme la qualité du service rendu aux citoyens. Solidaires Finances Publiques le réaffirme : la souffrance au travail ne peut pas devenir une norme. Nous serons aux côtés des agents, déterminés. Le combat continue.

Pompiers

Une mobilisation importante et victorieuse à Lille !

Le 29 janvier, près de 800 sapeurs-pompiers professionnels se sont réunis en Assemblée Générale au CIS Bouvines, puis en cortège jusqu'au SDIS 59. Une unité syndicale sans précédent. Un message clair envoyé à notre direction.

Nos revendications

- Effectifs
- Temps de travail
- Assouplissement des conditions de vie en caserne
- Fin de la rigidité excessive sur le port de la barbe

Première rencontre : aucune proposition

Malgré une mobilisation pacifique et ordonnée, la délégation reçue par le Président et l'ensemble des cadres du SDIS 59 est ressortie bredouille. Seule proposition : 10 recrutements pour 2026. Insuffisant et inadapté à l'urgence de la situation.

Un signal déplorable

Suite à cette fin de non-recevoir, des échauffourées ont malheureusement eu lieu avec dégradation mineure de locaux et intervention des forces de l'ordre.

Ce que nous regrettons amèrement

Seulement APRÈS ces incidents, nous avons été reçus à nouveau et avons obtenu :

- 50 recrutements de sapeurs-pompiers (30 immédiats + groupe de travail pour 20 supplémentaires dans l'année)
- Fin de l'obligation stricte de rasage – retour vers le décret de 2015 avec assouplissement (barbe correctement taillée lors de la prise de garde)
- Assouplissement de la vie en caserne – notamment accès au sport collectif
- Groupes de travail sur nos autres revendications

Restez mobilisé-es !

Cette première victoire nous appartient collectivement. Elle prouve que l'union fait la force. Mais le combat continue. Nous resterons vigilants sur l'application concrète de ces engagements et sur nos autres revendications.

Logement social

MOBILISÉES DERRIÈRE LÉAH CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE



Notre camarade Léah était salariée depuis quelques mois chez le bailleur social Coop Ivry habitat lorsqu'elle s'est rapprochée de SUD Logement Social pour monter une section syndicale. Le management est très problématique chez ce

bailleur bien connu des habitants d'Ivry-sur-Seine. Alors que sa désignation est faite dans les règles, 3 jours plus tard Léah est mise à pied pour faute grave puis licenciée quelques semaines plus tard, 2 semaines avant Noël.

Le bailleur ne voulait pas d'une organisation syndicale qui puisse avoir une vision différente de leur politique salariale, sociale et stratégique. Peu importe si on laisse une mère célibataire sans revenu au moment des fêtes de fin d'année; seul le résultat compte. Tout le monde au garde à vous et tout ira bien. C'était sans compter la pugnacité de SUD logement social et l'Union Départementale Solidaires 94 qui ont tout de suite contesté le licenciement devant les tribunaux et qui ont organisé le vendredi 6 février un rassemblement de protestation devant la mairie d'Ivry-sur-Seine, le maire (communiste) étant le président du Conseil d'Administration. Une trentaine de camarades et de collègues ont réclamé la ré-intégration de Léah. Le maire a accepté de nous rencontrer la semaine prochaine. Les patrons nous trouveront toujours sur leur route pour faire respecter le droit syndical et la démocratie. Non à la répression! Soutien à notre camarade Léah.

Travail social

Plus de 80 jours de grève pour défendre la prévention sociale

Depuis le 19 novembre 2025, les éducateurs et éducatrices de rue de l'ADPS de Loire-Atlantique mènent une grève déterminée contre la dégradation de leurs conditions de travail.

L'ADPS 44 est un Groupement d'Intérêt Public créé en 2012 qui assure une mission de service public de prévention sociale sur les territoires de Nantes, Saint-Nazaire, Rezé, Orvault et Saint-Herblain. Ce statut hybride s'avère être un formidable outil de régression sociale. En 2012, la création du GIP avait déjà fait perdre aux éducateurs la convention collective 66. Résultat : ils gagnent aujourd'hui 500 euros de moins par mois que leurs homologues du département.

Le déclencheur de la grève? L'imposition des 1607 heures annuelles, soit une perte sèche de 22 jours de congés sans compensation. Après deux mois de grève, les employeurs proposent 6,5 jours

supplémentaires. Une insulte.

Dès le début du mouvement, SUD Santé Sociaux 44 a fait le choix de l'autogestion : accompagner sans diriger, outiller sans décider à la place des grévistes. Des commissions presse, actions, communication se sont formées, permettant à chacun-e de devenir force de proposition. Cette organisation collective fait la force du mouvement et sa capacité à tenir dans la durée.

Plus de deux mois et demi sans éducateurs de rue sur les territoires : l'obstination patronale révèle le paradoxe d'une politique qui économise sur la prévention aujourd'hui pour payer les conséquences sociales demain.

Le 26 février, rassemblement à 12 h 30 au 21 bd Gaston Doumergue à Nantes. Le 100^e jour de grève sera célébré au bar Le BBO.

La grève continue jusqu'à la victoire !



Sûreté aéroportuaire En grève pour la défense des droits et de l'emploi

Alors que la direction voulait imposer une baisse des primes et surtout les rendre plus difficiles à obtenir, l'intersyndicale CFDT, CFTC, SUD de CRM56 était en grève le lundi 24 décembre. Avec 60 % de grévistes et deux contrats avec les clients sur trois en court de négociation, la direction a fait le choix de ne pas laisser pourrir la situation et a tout de suite essayé de négocier une sortie de conflit. Si la première réunion n'a pas permis de faire cesser la grève la seconde aura permis de gagner !

Éducation

Mobilisation contre la précarité en Loire-Atlantique

Aujourd'hui plus d'une agent-e sur 5 de la fonction publique est contractuelle. On assiste à une augmentation de plus de 2% par an ces dix dernières années. Cette précarité voulue est un outil essentiel et efficace pour démanteler les Services Publics au détriment des usager-es et des agent-es.

Nos organisations syndicales revendiquent une titularisation massive de toutes les agent-es contractuelles et, dans un premier temps, l'amélioration des droits des non-titulaires pour que les employeurs n'aient aucun avantage à recruter par cette voie et pour en finir avec la mise en concurrence des agent-es entre elles et eux.

C'est pourquoi, du 7 au 14 mars, SUD éducation 44 avec la CGT et la FSU organisent une semaine de mobilisation contre la précarité. Cette semaine vise à visibiliser les conditions de travail de nos collègues précaires : AESH, AED, contractuelles, non titulaires, BIATSS, personnels administratifs. Nous appelons l'ensemble de la communauté éducative à se mobiliser pour soutenir nos collègues. Nous revendiquons un meilleur statut, un meilleur salaire, une formation de qualité et des pôles de remplacement efficaces. L'interpro de la fonction publique nous rejoint dans cette lutte, notamment les finances publiques, l'hôpital et la territoriale.

Au programme de la semaine : AG de grévistes, manifestations, table ronde, marathon des services publics, soirée de soutien à la grève, projections.

La Poste

LA GRÈVE DES PLIS ÉLECTORAUX IMPOSE LE REPORT DE LA RÉORGANISATION À PARIS 15

Habitué à bloquer ou retarder les réorgs en utilisant le CHSCT la PPDC de Paris 15 n'en a subi que deux entre 2014 et 2024. Ce CHSCT était composé de 2 membres SUD, un CGT et un FO, la majorité SUD/CGT était uni et en capacité de répondre aux nombreuses attaques de La Poste, unité qui s'était élargi à FO ces dernières années.

L'attaque a été à la hauteur de ces années de résistance. Une nouvelle équipe de direction méprisante et incompétente a annoncé en février la mise en place d'une nouvelle



organisation supprimant une trentaine d'emploi dès la prise des quartiers en avril puis vingt autres au cours des deux prochaines années, c'est bien entre 15 et 20 % des emplois qui sont menacés ! Un carnage. En plus de voir les tournées considérablement alourdies avec des découpages fait en dépit du bon sens, on se retrouve avec 70 positions de titulaires pour 140 agents sur la liste de ventes. La boîte annonce, tranquillement,

que plusieurs dizaines de collègues se retrouveront sans position de travail. Il faudra entre 10 et 15 ans d'ancienneté pour avoir une position de titulaire, intolérable ! Ils seront affectés à des tournées renforts intégrés aux casiers des titulaires qui sont destinés à disparaître d'ici deux ans. Ils n'auront pas de position de travail à leur prise de service et rouleront deux jours par semaine et à terme ils n'auront



plus de poste.
Et tous les collègues
précaires seront
mis à la porte. Cela n'a pas abattu
les agents de Paris 15, au contraire
la mobilisation s'est accrue. D'abord
à l'attaque de notre RPX Paul qui
a été mis à pied une semaine pour
avoir répondu aux provocations
d'une cadre. Devant la DEX un
rassemblement d'une centaine
de personnes dont trente collègues
de P15 étaient présents pour
dénoncer cette attaque et l'attitude
de la nouvelle direction.
Mais les élections ont été le
moment choisi pour taper fort.
Les agents de P15 avaient déjà fait
grève pour le paiement des plis en
2025. Cette fois-ci c'est aussi contre

la réorg qu'il a été décidé de se
mobiliser. Tout a été décidé en AG
et discuté avec les collègues.
Une liste de revendication a été
établie et signée sous la forme
d'une pétition par 152 collègues
et remise en délégation de masse
à la direction.
Puis dès l'arrivée des plis lundi
9 mars les collègues ont débrayé
majoritairement. 70 grévistes aux
plus fort de la mobilisation, un
piquet de grève quotidien jamais
en dessous d'une vingtaine de
personnes. Une délégation a été
reçue à la mairie du quinzième.
Un rassemblement a eu lieu
devant la DEX pendant la réunion
du CSE et des agents ont pu s'y
exprimer et interpeller directement

les responsables de ce massacre.
Au deuxième tour la mobilisation
continue et devrait être massive.
Pour l'instant les collègues de
P15 n'ont obtenu qu'un report
mais l'unité syndicale SUD-CGT-
FO peut permettre de voter une
expertise en CSE, trois réorgs ont
déjà été reporté au dernier CSE
grâce à P15. Le rapport de force se
maintient. La mobilisation est elle-
même une victoire.
Un travail de longue haleine de
militants locaux rompus à la lutte,
une unité syndicale solide et un
collectif maintenu au long des
années sont les ingrédients qui
permettent à Paris 15 de continuer
de résister malgré le recul qu'a été
la mise en place des CSE.



Renault

GRÈVE POUR PESER SUR LES NAO !

La déclaration suivante, de SUD Industrie 01 Renault Trucks, en pleine grève et blocage de la production, illustre à merveille la situation que connaissent aujourd'hui nombre de salariées : « Voilà pourquoi nous sommes en grève. Des profits qui ne cessent de croître et des mesures salariales défavorables. La grève, c'est le dernier recours quand le dialogue est rompu, quand on nous méprise, quand on nous vole notre dignité. Nous ne demandons pas l'aumône. Nous exigeons que nos salaires soient revalorisés. Cette année encore, notamment lors du séminaire, la direction va demander aux salariées de faire toujours plus avec toujours moins de rémunération. Alors restons mobilisés, restons soudés. La grève, c'est notre arme. Sans ses salariées, il n'y a pas de profit, pas de croissance, pas d'avenir. »

Des entreprises qui, lorsqu'elles réalisent des profits massifs pendant des années, refusent d'augmenter les salaires, obligeant les salariées à se mobiliser pour arracher quelques euros. Ces sont souvent ces mêmes directions qui, lorsque surviennent des « difficultés », agissent comme si les millions de bénéfices accumulés les années précédentes n'avaient jamais existé. En ce début d'année, les NO/NAO (négociations annuelles obligatoires) se multiplient et se concentrent très souvent sur la question salariale. Arracher des augmentations générales uniformes constitue une condition essentielle pour ouvrir un débat plus large : celui du partage de la valeur ajoutée et, plus globalement, de la redistribution des richesses produites dans l'entreprise. Tout est à nous, rien n'est à eux, mobilisons-nous !



Union
syndicale

Solidaires

Une lutte sur votre lieu de travail ?
Une victoire obtenue ?
Faites la connaître. Écrivez
à luttes@solidaires.org